



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 30 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: l'Agriculture et le Numérique à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de l'Agriculture et du Développement rural et à celui du Numérique, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane a présidé, ce mercredi 29 Juin 2022, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement. Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a eu à examiner les points suivants :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Révision de la politique de subvention : l'UGCAA soumet ses propositions au Président Tebboune

Le Secrétaire général de l'Union générale des Commerçants et Artisans algériens (UGCAA), M. Hazab Benchohra a indiqué, mercredi à Alger, avoir soumis au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les propositions de l'Union autour de la révision de la politique de subvention.

COMMENTAIRE : Améliorer la gouvernance

On ne peut raisonnablement améliorer la gouvernance économique sans le politique. C'est un axiome ! Si le pouvoir en place se dit pourtant prêt à en accepter le principe, il reste que la réalité du terrain offre moult arguments à ceux qui en doutent. L'une des preuves formelles en la matière, si besoin est, ce sont les chiffres fournis il y a quelques jours sur les performances de notre économie qui ne cadrent qu'avec l'amélioration des recettes des exportations des hydrocarbures. Le PDG de Sonatrach a informé en effet sur les résultats enregistrés dans son secteur. Les recettes des exportations des hydrocarbures devraient atteindre, selon Hakkar, les 50 milliards de dollars à la fin de l'année.

La conjoncture est favorable pour les cours de pétrole après deux années de pandémie ayant impacté le secteur et l'économie mondiale, et la crise ukrainienne qui a eu un effet ascenseur sur le marché. Pour combien de temps encore ? La question doit être au centre des préoccupations des uns et des autres, consommateurs et producteurs de l'or noir et du gaz, tant le phénomène de l'inflation qui opère dans pratiquement les économies les plus fortes n'a pas encore livré tous ses secrets.

La croissance mondiale risque fort bien de subir les contrecoups de la lutte contre le renchérissement généralisé des prix aussi bien aux EtatsUnis qu'en Europe, où il semblerait que l'on soit décidé à mettre en place les mécanismes idoines pour faire baisser les taux en prenant, certes, le risque de voir la croissance reculer. Les institutions financières internationales scrutent attentivement l'évolution de l'économie mondiale et mesurent les incertitudes que cela fait peser pour conjurer une éventuelle récession, encore une autre après le choc de la pandémie en 2020. L'Algérie, pays exportateur de pétrole et de gaz, est certes épargnée jusque-là, puisque l'on table sur une croissance de 3,4% à la fin de 2022. Mais encore une fois, tout cela est devenu possible grâce à la remontée des prix du pétrole. Quid de la croissance hors hydrocarbures ?

Les autorités du pays sont restées muettes sur le sujet. Pourtant, des secteurs, comme celui de l'agriculture et autres BTPH, l'industrie et le commerce extérieur accaparent vraiment l'attention à l'heure où l'inflation et son impact sur l'économie, et la problématique de l'investissement suscitent tant l'angoisse que des questionnements. Cela se fait ressentir au niveau de la chute brutale du pouvoir d'achat des ménages et du chômage, dont on déplore l'absence de statistiques récentes pour en mesurer la portée. La valeur de la monnaie nationale chute à vue d'œil sans que cela n'émeuve personne.

Quant aux autres chantiers que sont l'informel, la réforme bancaire, un secteur public brinquebalant, ils pèchent tous par un manque de visibilité. La bonne gouvernance a besoin d'un agenda, d'un débat franc et contradictoire ; bref, de la critique et de l'opposition, et, enfin, de la sanction des urnes.

FACE AUX CRAINTES D'UN HIVER DIFFICILE SANS GAZ : L'Europe se remet au charbon

L'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la France et les Pays-Bas ont annoncé un recours accru au charbon.

La France, qui avait pour des raisons écologiques fermé en mars 2022 une centrale à charbon à Saint-Avold, a décidé de sa réouverture pour sécuriser les approvisionnements du pays en électricité, «à titre conservatoire, compte tenu de la situation ukrainienne et des tensions sur le marché de l'énergie», affirme le ministère de la Transition énergétique.

L'heure est au retour au charbon en Europe. La crise énergétique induite par la guerre en Ukraine fait craindre au Vieux Continent de passer un hiver au froid. Une perspective qui remet au goût du jour les vieilles recettes, à commencer par le recours au charbon et au stockage du gaz. Le souci écologique devient ainsi secondaire devant les besoins grandissants de l'UE de sécuriser ses approvisionnements en énergie, en cherchant non seulement d'autres fournisseurs que la Russie, mais aussi d'autres sources d'énergie moins coûteuse que le GNL. L'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la France et les Pays-Bas ont annoncé un recours accru au charbon.

La France, qui avait pour des raisons écologiques fermé en mars 2022 une centrale à charbon à Saint-Avold, a décidé de sa réouverture pour sécuriser les approvisionnements du pays en électricité, «à titre conservatoire, compte tenu de la situation ukrainienne et des tensions sur le marché de l'énergie», affirme le ministère de la Transition énergétique. Ce pays européen met ainsi fin à plus de 30 ans d'efforts pour la réduction de la consommation de charbon, qui a baissé de 72% entre 1990 et 2020.

Au nom de la solidarité européenne, la France s'approvisionnera en charbon allemand. Le vice-chancelier allemand a annoncé, il y a quelques jours, la prolongation de la durée de vie des centrales à charbon. Les livraisons russes de gaz à l'Allemagne ont baissé depuis le début de la crise ukrainienne de 60%, et Berlin a senti l'urgence d'économiser afin de faire tourner son industrie et garantir un hiver au chaud pour sa population.

«C'est amer, mais c'est indispensable pour diminuer notre consommation de gaz», regrette le ministre de l'Ecologie allemand, Robert Habeck, qui avait pour mission de «décarboner» l'économie allemande. Cinq sites, qui devaient fermer leurs portes fin 2022 et fin 2023, ne le feront qu'en 2024. Ils rejoindront pour l'heure «la réserve de réseau» afin de faire face à d'éventuelles pénuries. Cette réserve est composée de 10 centrales à charbon fonctionnant en «cas de menace sur l'approvisionnement ou la stabilité du réseau».

RÉDUIRE LA CONSOMMATION DE GAZ

Les centrales, qui d'ordinaire ne sont utilisées que rarement et uniquement lors de grandes vagues de froid, doivent conserver suffisamment de combustible et de personnel pour pouvoir être réactivées en quelques jours ou même quelques heures. Les autorités allemandes ont également incité les industriels à réduire leur consommation de gaz en échange de rétributions, et leur surplus de gaz sera distribué à d'autres entreprises qui seront dans le besoin.

Le gouvernement n'exclut pas l'option du rationnement si les quantités d'énergie ne sont pas suffisantes, surtout si Moscou décide de couper la totalité de l'approvisionnement en gaz. En Autriche, on assiste aussi au même recours «forcé» au charbon.

Une solution d'urgence, justifient les autorités autrichiennes, qui ont décidé de la réouverture d'une centrale à charbon fermée au printemps 2020 avec ses 450 000 tonnes de charbon stockées. Cette centrale d'une puissance de 230 mégawatts prendrait, en cas de problème d'approvisionnement, le relais de l'usine adjacente tournant au gaz et fournissant du chauffage aux 300 000 habitants de Graz. La tâche n'est pas aussi simple, puisque le site nécessite d'être modernisé et il faut trouver des quantités suffisantes de charbon. La perspective d'un hiver difficile fait ainsi réagir les Etats de l'UE.

Les ministres de l'Energie des 27 pays de l'UE, réunis lundi dernier, ont voté à l'unanimité en faveur de l'adoption d'une nouvelle loi garantissant que le stockage de gaz en Europe sera rempli à au moins 80% d'ici novembre 2022. Selon la Commission européenne, 12 pays de l'UE ont été confrontés à des interruptions de leurs livraisons de gaz russe et les niveaux d'approvisionnement sont deux fois moins élevés que l'année dernière.

«On craint désormais que les coupures ne se poursuivent, au point que l'UE perde la totalité de son approvisionnement en gaz russe d'ici la fin de l'année.» Contrairement aux déclarations des Etats de l'UE du début du conflit en Ukraine, le ton aujourd'hui est à l'inquiétude. «La situation se détériore. Si l'approvisionnement en gaz des Etats membres est actuellement garanti, les risques liés à la sécurité d'approvisionnement sont plus grands que jamais... le moment est venu de passer à la vitesse supérieure», avertit Kadri Simson, commissaire européenne à l'Energie.



EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES : SCAEK A EXPORTÉ POUR 19 MILLIONS DE DOLLARS

En dépit d'une conjoncture économique mondiale difficile et d'une concurrence rude et impitoyable, la Société des ciments de Aïn El Kebira (SCAEK), l'une des plus importantes filiales du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), marque des points, gagne de nouveaux parts de marché à l'international et booste ses exportations.

Ainsi, SCAEK a, durant le premier semestre de l'année en cours, exporté plus de 500 000 tonnes de clinker pour un montant de 19 000 000 dollars. Avec un excellent rapport qualité-prix, la filiale de GICA a, nous dit-on, exporté vers de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest, tels que la Mauritanie, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal, Guinée et Bénin. Le clinker de la SCAEK est en outre coté au Brésil, Pérou, République dominicaine, et dans d'autres pays de l'Amérique latine.

Après avoir exporté 870 000 tonnes en 2020 pour des recettes de 26 millions de dollars et un tonnage 900 000 tonnes en 2021, SCAEK prévoit pour l'année en cours des exportations de plus de 1,1 million de tonnes. Avec un savoir-faire et un produit de très bonne qualité, SCAEK est en mesure d'atteindre l'objectif tracé et multiplier par trois les exportations de 2019, durant laquelle ses exportations n'avaient pas dépassé les 300 000 tonnes de clinker.

Il convient de souligner que ces opportunités d'exportations permettent à la filiale de GICA d'amortir et de combler plus ou moins le manque à gagner du marché local, connaissant ces derniers temps une forte stagnation. Sachant que le bâtiment – plus grand consommateur de ciment – est à l'arrêt.

En l'absence de plan de charge de projets de construction du domaine public, de nombreuses entreprises du secteur ont, faut-il le rappeler, mis la clé sous le paillason. En sursis, des centaines de sociétés de matériaux de construction (céramique, électricité et autres) ne vont pas tarder à franchir le pas.

Des centaines pour ne pas dire des milliers de postes de travail du secteur du bâtiment sont plus que jamais menacés. La préservation de l'outil productif national nécessiterait en urgence un plan de relance, car si le bâtiment va, tout va. Pour revenir à notre sujet, SCAEK produit en outre du ciment pétrolier (CP) et du CRS (ciment résistant aux sulfates).

Avec un excellent rapport qualité/prix, le CP algérien est très demandé par de très grandes firmes internationales. L'introduction des produits précités fait désormais de l'Algérie un pays producteur et exportateur de ce type de ciment. Pour avoir de plus amples informations, on a essayé de joindre les managers de SCAEK, non habilités à parler à la presse et à communiquer les points marqués, en vain.



ELLE DEVRAIT RATIFIER UNE HAUSSE DE 648 000 B/J POUR AOÛT : L'OPEP+ maintiendra-t-elle le cap face aux pressions occidentales ?

Lors de sa réunion prévue aujourd'hui, l'alliance OPEP+ devrait ratifier une nouvelle augmentation de la production pour le mois d'août, achevant l'annulation des vastes réductions de production effectuées au début de la pandémie en 2020.

Comme pour le mois de juillet, l'augmentation sera de 680 000 barils par jour, ce qui complète la remise sur le marché de 9,7 millions de barils quotidiens, mis en attente au printemps 2020 lorsque l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés ont uni leurs forces pour coordonner les réductions de production visant à rééquilibrer le marché mondial du pétrole. L'OPEP+ tient sa 30e réunion ministérielle dans un contexte énergétique tendu en raison des répercussions de la crise ukrainienne, et des pressions occidentales menées par le président américain, Joe Biden, qui projette de se rendre prochainement en Arabie saoudite pour tenter, une fois de plus, de convaincre le chef de file de l'OPEP d'ouvrir les vannes de l'or noir.

Les tentatives occidentales visent à combler le déficit d'approvisionnement créé par les sanctions contre la Russie, et incitent les gros producteurs du Golfe à mobiliser leurs réserves et à pomper dans leur capacité de production inutilisée. Les deux principaux exportateurs de pétrole de l'OPEP+ déclarent, pour leur part, qu'ils pompaient déjà au maximum de leur capacité. Le ministre du pétrole des Emirats arabes unis, Suhail Al Mazrouei, a ainsi souligné que la production de brut de son pays était d'environ 3,17 millions de barils par jour, proche de son plafond de production dans l'accord OPEP+.

Lors de sa dernière réunion début juin, l'OPEP+ avait décidé d'accélérer les réductions de production et d'augmenter la production chaque mois de 648 000 barils par jour (bpj) en juillet et août, contre des augmentations antérieures de 432 000 bpj. La réunion d'aujourd'hui devrait être aisée, sauf si les 23 membres incluent une discussion sur le quota du mois de septembre, qui ouvre un nouveau chapitre dans les décisions de l'alliance, et rendra probablement les accords à venir plus difficiles. Les prochaines réunions de l'OPEP+ seront sans doute plus ardues que celles des mois précédents consacrées à l'application du programme préétabli.

La pression occidentale, les interférences géopolitiques et les perturbations de l'approvisionnement mondial, qui vont crescendo en raison notamment des sanctions ciblant l'énergie russe, risquent d'être, pour l'Organisation et ses alliés, un nouvel examen de passage à affronter tout en gardant leur cohésion et leurs repères stratégiques.

Les prix du pétrole ont grimpé de plus de 60% cette année, la production de brut et les installations de raffinage du monde entier ne parvenant pas à suivre le rythme de la reprise post-pandémique de la demande de carburant. La situation est aggravée par les sanctions qui se multiplient contre la Russie. Par ailleurs, les contraintes d'investissement constatées ces dernières années ont empêché la plupart des membres de l'OPEP+ d'augmenter leur production, alors que certains pays membres, comme l'Angola et la Libye, subissent de lourdes pertes, ce qui ajoute aux perturbations du marché.

EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE : Une opportunité pour relancer l'investissement productif

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré, durant les quatre premiers mois de 2022, un excédent de 1,97 milliard de dollars contre un déficit de 959 millions de dollars durant la même période de l'année précédente. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a expliqué cette hausse par une augmentation des exportations hors hydrocarbures. Kamel Rezig a également évoqué la hausse des exportations hors hydrocarbures avec l'objectif d'atteindre, d'ici à la fin de l'année, 7 milliards de dollars.

Ce qui n'est pas exclu, selon l'économiste et expert financier Nabil Djemaâ. «Les indicateurs financiers du pays sont tous au vert, notamment avec un prix du baril qui a dépassé 120 dollars. Ce qui a permis d'enregistrer un fort recul du déficit de la balance commerciale et de voir les réserves de change, hors or noir, atteindre 44,724 milliards de dollars à la fin septembre 2021», note-t-il.

«Les indicateurs relatifs à la balance des paiements se sont, eux aussi, révélés très satisfaisants dans la mesure où le budget de l'Etat est excédentaire», a-t-il ajouté. Il faut savoir, souligne-t-il, que «depuis 2019 les prévisions ont toutes été faites sur la base d'un prix du baril ne dépassant pas les 50 dollars. Or, la situation financière du pays n'est plus la même avec l'augmentation de la fiscalité pétrolière».

Selon l'expert, les prix du pétrole qui poursuivent leur hausse devraient permettre au gouvernement d'engranger des devises à même de couvrir tous les programmes économiques tracés pour 2022. Mais, prévient-il, «cette embellie financière ne peut pas durer, et il est bien difficile de prévoir quel sera le niveau des prix du baril de l'or noir dans deux ans». Il recommande de profiter ainsi de cette conjoncture pour diversifier notre économie, relancer l'investissement et sortir de la rente pétrolière, soulignant que de nombreuses entreprises publiques sont déficitaires et ont besoin d'être soutenues pour reprendre de plus bel leurs activités. «Si tous les indicateurs financiers s'annoncent positifs, la situation est moins reluisante au regard du nombre d'entreprises qui peinent à redémarrer faute de financements bancaires», signale-t-il.

En outre, tous les économistes s'accordent à dire que l'Algérie accuse un retard considérable en matière de recherche et d'innovation industrielles. La faible implication des acteurs technologiques a sensiblement freiné sa transition économique tant espérée. «Aujourd'hui, il y a une nouvelle opportunité qu'il va falloir saisir après un diagnostic précis pour identifier les menaces qui pèsent sur l'activité de l'entreprise et agir en conséquence», insiste-t-il.

Et de préconiser de profiter de ce répit pour opérer des changements économiques structurels et ne pas tomber dans les erreurs du passé. In fine, «il faut surtout bien savoir répartir cette manne financière en s'orientant notamment vers l'investissement productif», conclut-il

EXONÉRATION DES TAXES FISCALES ET DOUANIÈRES : Un cadre juridique incitatif

Un projet de loi qui définit et régit les zones franches a été adopté par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). Les autorités pourront, à la faveur du nouveau texte, procéder à la création de ces espaces et d'une entreprise chargée de leur gestion. La Société algérienne des zones franches et une commission nationale des zones franches commerciales placée auprès du ministre du Commerce seront chargées de cette mission.

Le renforcement du système juridique par une législation en adéquation avec les exigences de l'heure devrait permettre d'utiliser ces zones comme des instruments d'exécution de la politique du développement économique, au vu des incitations sous forme d'infrastructures, d'exonérations fiscales et douanières et de procédures administratives simplifiées qu'elle renferme.

Le nouveau cadre comporte l'ensemble des règles générales applicables aux zones franches et a pour objectif de résoudre le problème de la prolifération de la contrebande à nos frontières et développer le commerce extérieur, notamment avec les pays africains voisins. La mise en œuvre de la politique des zones franches, d'une importance stratégique pour le gouvernement, intervient quelques jours avant l'entrée en vigueur de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine.

Celle-ci constitue une opportunité pour diversifier l'économie nationale, renforcer l'investissement étranger direct, la production locale et les échanges commerciaux. Selon ce texte de loi, des facilités seront accordées aux investisseurs pour renforcer l'activité commerciale à l'intérieur de ces zones, à travers une série de mesures incitatives afin d'en faire des circuits de complémentarité économique.

Elle prévoit notamment l'exonération des activités exercées dans les zones franches de tous droits, taxes, impôts et prélèvements à caractère fiscal, parafiscal et douanier, à l'exception des droits et taxes liés aux véhicules et voitures touristiques, des taxes liées aux véhicules et voitures destinés à l'exploitation, à l'exception des cotisations et des contributions au système de Sécurité sociale.

Ces mesures, qui interviennent sous forme d'infrastructures, d'impôts, de facilitations et de simplifications des procédures, sont à même d'attirer les investisseurs et d'augmenter les possibilités de création d'emploi et de développement de la main-d'œuvre locale et nationale. Selon les estimations du ministre du Commerce, «le niveau du commerce interafricain augmentera de 52,3% par an à la faveur de ces zones franches».

Kamel Rezig a annoncé, dans ce sillage, la création prochaine de l'organisation des zones libres africaines qui constitue, a-t-il expliqué, «une liaison avec les zones économiques

africaines et une plateforme d'échange des différents modèles de développement des zones économiques en Afrique, regroupant 37 pays africains»



PÉTROLE Légère hausse du Brent à plus de 118 dollars

Le pétrole s'orientait en petite hausse avant la réunion des pays exportateurs de pétrole de l'Opep+ aujourd'hui, dans un contexte de demande solide et de menaces sur l'approvisionnement dans plusieurs pays producteurs. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août montait dans la matinée de quelque 0,17% à 118,18 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate américain pour livraison le même mois grappillait quant à lui 0,36% à 112,17 dollars. Selon les analystes, la demande résiste bien à l'approche du pic de la saison estivale avec de nombreux voyages, alors que les perspectives d'approvisionnement à court terme sont marquées par une «pénurie».

Les Emirats arabes unis ont assuré qu'ils étaient au maximum de leurs capacités, et l'Arabie saoudite a avancé ne pouvoir pomper que 150.000 barils par jour de plus, a rapporté en début de semaine le président français Emmanuel Macron. En parallèle, la production de pétrole de la Libye souffre, depuis avril dernier, des tensions politiques internes. Plusieurs champs pétroliers ont été fermés de force dans l'est du pays.



Elle abritera la réunion de l'Association internationale des Cnes : Une autre victoire pour l'Algérie

L'Algérie abritera la prochaine conférence conjointe Aicesis-OIT, l'Assemblée générale de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et Institutions similaires (Aicesis). Adoptée, il y a trois jours, à Athènes, la décision de tenir la prochaine conférence conjointe, organisée en partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), à Alger.



[Le Président Tebboune reçoit le Secrétaire général de l'UGCAA](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi à Alger, le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), M. Hazab Benchohra. L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République, en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf.



[Grâce au nouveau gisement de gaz: L'Algérie pourra honorer ses nouveaux engagements d'exportation](#)

Au-delà du volume supplémentaire qu'il apporte, le nouveau gisement de gaz naturel découvert à Hassi R'Mel a plusieurs avantages, estiment deux experts : un économiste et un cadre supérieur de Sonatrach. Il peut être rapidement mis en exploitation et apporte davantage de pouvoir de négociation à l'Algérie, selon des intervenants invités, hier, sur les ondes de la radio. Pour Mahmoud Djidjelli, invité à la radio Chaîne 3, avec le nouveau gisement gazier, découvert récemment à Hassi R'Mel, « Sonatrach peut mettre 10 milliards de m³ supplémentaires sur le marché mondial d'ici la fin de l'année ».



[L'AUBAINE DU GAZ](#)

L'importante récente découverte annoncée de gisement de gaz à Hassi Messaoud est une aubaine divine pour l'Algérie au moment où cette source d'énergie est au centre d'un remue-ménage mondial jamais connu jusqu'ici. Estimée à près de 300 milliards de mètres cubes, elle renforcera un atout commercial conséquent et donnera une aisance assurée au pays dans son déploiement commercial international dans le domaine de l'énergie. Mais les perspectives heureuses qu'offre cette découverte, alliée à celles des gisements nouveaux de pétrole préjugés vont au-delà d'une satisfaction d'avoir retrouvé une place honorable dans le commerce mondial et dans le concert des enjeux diplomatiques.

PT

Hanoune s'en prend vertement au gouvernement

La secrétaire générale du Parti des travailleurs s'en prend vertement au gouvernement auquel elle reproche d'avoir initié le projet de loi relative à l'investissement adoptée, lundi dernier par l'Assemblée populaire nationale et dont elle réclame tout simplement le retrait.

Mohammed K - Alger (Le Soir) - S'exprimant, hier mercredi, à l'ouverture d'une réunion du bureau politique du parti, Louisa Hanoune n'a pas été tendre à l'égard du gouvernement, qualifiant ce projet d'antinational et doit être retiré.

«A contrario de toute logique qu'impose la conjoncture économique mondiale des suites de la guerre en Ukraine, le gouvernement nous surprend avec son orientation dilapidatrice», estimant que le gouvernement a décidé de «légaliser» l'approfondissement de la dilapidation du Trésor public et du foncier industriel et de la «désertification» de la production nationale, qu'elle soit privée ou publique, dont il a programmé «la mort». Qualifiant cette loi de «loi néo-colonialiste, destructrice sous couvert de l'encouragement d'investissements étrangers dans le pays», elle affirme

qu'il s'agit, à travers ce texte, de «livrer le pays au pillage étranger au profit des multinationales alors que ces dernières ne cherchent que de nouveaux marchés pour leurs marchandises frappées par l'inflation, la récession et la saturation du marché mondial». Pour Hanoune, la production nationale «devra affronter une concurrence insoutenable», car totalement «faussée par les exonérations et autres avantages consentis aux produits étrangers et qui provoquent d'énormes pertes pour le Trésor public». Autre reproche fait par Hanoune au gouvernement, ce qu'elle qualifie d'interdiction «anarchique et criminelle» des matières premières et des intrants qui va, a-t-elle affirmé, «étouffer» l'industrie nationale, citant en exemple la fermeture d'ores et déjà de huit laiteries ou encore «l'Eniem menacée de disparition et l'affaiblissement du complexe d'El Hadjar», ajoutant que «même les médicaments ne sont pas épargnés». Ceci, a-t-elle fait remarquer, «au moment où les responsables se gargarisent de la réduction de la facture d'importation sur le dos de la santé des citoyens».

Et face à cette option «prédatrice», à travers ce code de l'investissement, la secrétaire générale du PT relève d'autres décisions qu'elle dit «saluer», comme celle portant relance d'une quin-

zaine d'entités industrielles publiques et 11 autres privées sur la cinquantaine appartenant à l'oligarchie. Une «dualité» à travers laquelle Hanoune dit voir une «quasi-inexistence de boussole et d'absence de vision prospective».

M. K.

الخبرة القضائية في المجال البنكي في يوم دراسي

أهمية إنهاء التحفظ بين البنوك.. والعدالة والخبراء لإيقاف النزيف

شكلت الدعوة إلى التأمين الشامل للأموال المنقولة والمرهونة لضمان تحصيل البنوك ديونها والحد من إشكالات اللجوء إلى الخبراء لتقييمها في حال المنازعات، وتعديل المرسوم 310/93 المتعلق بالخبراء لبتلاءم والتغييرات المستحدثة في المجال البنكي، محور الندوة التي نظمت بالمركب الثقافي عائشة حداد ببرج بوعريريج حول الخبرة القضائية في المجال البنكي، من تنظيم مجلس قضاء الولاية بمشاركة قضاة ومديري بنوك ومؤسسات مالية وخبراء.

بويكر مخلوفي



ملفات القضايا المرتبطة بالبنوك شكل محورا هاما في العديد من النزاعات والملفات القضائية المعقدة

● بندرج اللقاء، حسب رئيس محكمة برج بوعريريج، في إطار عمليات التكوين المبرمجة من طرف وزارة العدل، تجاوبا مع المستجدات الاقتصادية الوطنية والدولية وطبيعة المعاملات المالية وكثافتها. هالسندوة حول الخبرة القضائية، بمشاركة قضاة وخبراء وعملي البنوك، تأتي من أجل فهم أكبر للعملية البنكية والمصرفية وإقامة التواصل بين الفاعلين كون اللجوء الكبير للبنوك لتمويل المشاريع الاقتصادية والاستثمارية، أدى إلى ظهور منازعات لم تكن معروفة من قبل.

وأوضح الخبير يحيى عيسى محمد الشريف، أن الاستعانة بالخبرة القضائية، كون البنك عبارة عن القناة التي تضخ فيها الأموال، مما أوجد مشاكل الاختلاص والنزاعات، خاصة وأن القضاة ليسوا ملتبين بالجوانب التقنية البحتة، مما يفرض الاستعانة بالخبرة القضائية التي تتدخل في الجانب التقني بعد الاطلاع على الملف على مستوى قاضي التحقيق، تدخل الخبير في المجال التقني ولا يصدر أحكاما عن طريق عملية إسقاط الجوانب القانونية على الملف.

وتجلى أهمية اليوم الدراسي في كون ملفات القضايا المرتبطة بالبنوك، تشكل محورا هاما في العديد من النزاعات والملفات القضائية المعقدة والتي كانت سببا في ظهور الخبير ومساهمته في العمل القضائي من أجل تقديم أجوبة وحلول في مسائل

المصورة. وشهد اليوم الدراسي، مداخلات تمحورت حول الخبرة القضائية في المجال البنكي في شقيه المدني والجزائي، وكذلك طريقة تحرير هذه الخبرة وكيفية التواصل ما بين الخبراء والبنوك والقضاة، تبعها نقاش لأهم النقاط، خاصة منها المعاملات البنكية، انتهت إلى تأكيد أحد المتحدثين أن الشخير الإداري للبنوك قد انتهى، وأن البنوك بدل اللجوء إلى الاستدعاء الإداري يستحسن أن تتفاوض مع زبائنها. ووقف أحد مديري البنوك عند التجاوزات التي تسببت في فضائح تموين مجرمين، مما يجعل تدخل العدالة وأهمية الزبون، مهمة لا تخرج عن قانون حفظ سر المهنة أو العس به، ووجوب كسر التحفظ القائم بين البنوك والعدالة والخبراء، لأن تواجد العدالة ضروري ومهم لبناء دولة والحفاظ على أموال الشعب، وانتهى اللقاء بتوصيات، أهمها ضرورة تأمين الأموال المنقولة والمرهونة لضمان استرجاعها.

عن فناة مالية تضخ فيها جميع التدفقات المالية، سواء كانت إبداعات المواطنين أو فروض تنتهي بقضايا جنائية أو جزائية، وفي بعض الحالات تسكون اختلاسات تتطلب تدخل المحكمة.

وأضاف أنه عادة القاضي ليس ملتبأ بالجوانب الفنية البحتة لتفصيل في جميع القضايا المطروحة عليه، وعليه يستعين بالخبير القضائي الذي يتدخل في المجال التقني فقط، ويأخذ الأمر من طرف الخبرة المدنية أو الخبرة الجزائية بأمر من طرف القاضي، ثم الانتقال إلى عين المكان للإطلاع على الملف للقيام بعملية الإسقاط وتحديد المسؤولية والخلل أين يكمن، وأضاف أن مهمة الخبير محدودة بالنقاط المدرجة في الأمر أو منطوق الحكم بحيث ينقل الخبير

فنية وعلمية تساعد القاضي في قراراته. كما أنها تضع العلم في خدمة القضاء في إطار ضوابط قانونية وإجرائية تستوجب على القاضي تحديد مهام الخبير بصفة دقيقة، من خلال طرح أسئلة موضوعية لمعرفة العناصر الأساسية للخبرة المطلوبة، دون التنازل على اختصاصاته وصلاحيته. ونظرا للمشاكل التي نتجت عن اللجوء الكبير للمؤسسات الاقتصادية إلى البنوك وما انجر عنها من منازعات لم تكن معروفة من قبل، منها الديون غير المحصلة أو المسترجعة.

وأوضح الخبير القضائي في مجال المحاسبة والمالية، الأستاذ يحيى عيسى محمد الشريف، من جهته، أن اللقاء ينصب حول الخبرة القضائية في المجال البنكي، لأن البنك عبارة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger